

**LE GOUVERNEMENT DOIT RETIRER LE CPE**

Depuis plus d'un mois, des millions de manifestants, soutenus par deux tiers de la population, demandent le retrait du CPE qui démantèlerait, avec le CNE, le code du travail qui introduirait la discrimination selon l'âge et qui instaurerait l'arbitraire du licenciement.

Partie prenante de ce mouvement, toute la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche exprime la même exigence pour l'avenir des jeunes. Elle condamne le CPE car il fait peser un surcroît d'incertitude pour tous les jeunes qu'ils poursuivent ou non des études supérieures –qui de fait sont déqualifiées- et qu'il remet en cause les qualifications. Elle dénonce l'extension de la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche, précarité programmée aussi par la loi de programme de la recherche adoptée le 16 mars 2006.

Cette exigence de retrait du CPE, préalable à toute négociation, se heurte à l'obstination du gouvernement. Elle conduit à généraliser et à amplifier les actions en cours. Le CIP-Balladur, la loi de février 2005 sur les « bienfaits de la colonisation » montrent que les mobilisations font reculer même les gouvernements qui se présentent comme les plus intransigeants.

C'est pourquoi les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens ont décidé d'élargir encore plus les convergences et les mobilisations tant chez les étudiants, lycéens que chez les salariés et les retraités.

C'est dans ce cadre unitaire et intergénérationnel exceptionnel que les organisations soussignées appellent les étudiants, les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à être en grève dans l'action :

- **Jeudi 23** : manifestation centrale à Paris et en régions, à l'initiative de la coordination étudiante. L'Intersyndicale Recherche-Enseignement Supérieur invite tous les étudiants et personnels à réussir la grève et à participer à des AG pour décider des modalités d'amplification de l'action.

- **Mardi 28** : dans le cadre de l'appel syndical interprofessionnel du public et du privé qui touchera l'ensemble des secteurs économiques (arrêts de travail, grèves et manifestations).

Le gouvernement doit enfin entendre la jeunesse et le monde du travail, et retirer le CPE.

Il doit ouvrir des négociations sur l'emploi, la formation, la reconnaissance des qualifications, l'insertion professionnelle, les carrières et les salaires.

Paris, le 22 mars 2006

**FSU : SNESUP – SNASUB – SNCS  
CGT : FERC-SUP – SNTRS  
CFDT : SGEN-CNRS – SGEN-INSERM – STREM-SGEN  
UNSA : SNPTES - A&I – SUP'RECHERCHE  
SUD-RECHERCHE-EPST  
UNEF**